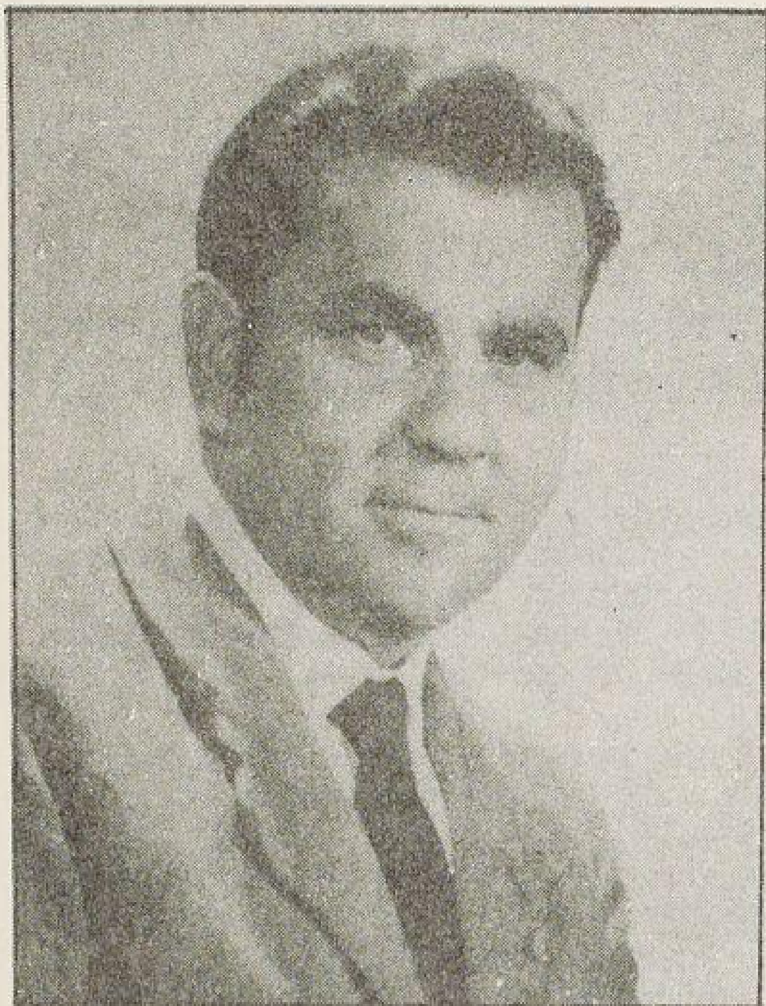


union ouvrière et paysanne pour la démocratie prolétarienne

MAINE ET LOIRE — 4e circonscription

PLISSON

Ouvrier maçon

Suppleant : AUDOIN Serge
Ouvrier fromager

Travailleuses, Travailleurs,

Notre bourgeoisie locale, voudrait faire de Saumur et de sa région, une zone uniquement touristique et de prestige, centrée sur l'image du Cadre Noir, du château et des vins mousseux...

Est-ce là l'intérêt des travailleurs ou celui de la bourgeoisie ? Est-ce là la solution à nos problèmes ?

Non, car notre situation est toujours plus grave : nous sommes maintenant près de 3 000 chômeurs dans le Saumurois. Licenciés en masse de Prisunic, SMTP, MAHE, Wolle, Moreau... nous avons rejoint les files d'attente à l'Agence Nationale pour l'Emploi. Chez Blanchaud, ce sont 1 500 d'entre nous qui ont payé de leur lienciement, la fusion avec Ortiz. La restructuration capitaliste, c'est nous qui en faisons les frais.

Et tandis que nous sommes des milliers à chercher un emploi, les ouvrières champignonnistes sont contraintes par leurs bas salaires de faire des heures supplémentaires les samedi et dimanche.

Chômage, bas salaires, cadences... nous en avons assez que le capitalisme nous fasse payer sa crise !

Agriculteurs,

Nos vins sont réputés. Mais combien d'entre nous ont dû quitter la terre parce que notre petite exploitation ne permettait pas de vivre ? En 4 ans, mille d'entre nous et nos familles ont abandonné leur exploitation.

Lorsque ce n'est pas la concurrence des gros exploitants qui a ruiné les petits paysans, l'armée s'est chargée de le faire en accaparant 1 380 hectares de terres pour l'extension de son camp militaire.

A la ville, à la campagne, le bilan est lourd pour les travailleurs ; impossible de continuer ainsi avec une droite qui étale sa faillite. Et la gauche ? Travailleurs de chez Morineau, vous en avez fait l'expérience. C'est bien le candidat de l'Union de la gauche à Saumur, aux municipales, qui a voté le licenciement de 2 d'entre vous.

Mais contre cette attaque, vous avez riposté : par votre mobilisation, vous avez obtenu leur réintégration !

Contre les licenciements, contre tous ceux qui veulent nous faire payer la crise, nous n'avons pas le choix : c'est par la force de nos luttes que nous imposerons nos revendications, que nous ferons reculer la bourgeoisie.

La crise frappe tout le pays

— Un million six cent mille chômeurs aujourd'hui, et chaque jour des usines continuent de fermer.

— Nos salaires sont bloqués et les prix montent sans cesse.
— Des centaines de milliers de paysans sont chassés de leur terre.

— Notre droit à la santé et à la sécurité dans le travail se dégrade chaque jour.

— Les libertés politiques sont bafouées : travailleurs en lutte expulsés de leurs usines, militants syndicaux traduits devant les tribunaux, travailleurs immigrés assassinés ou expulsés.

Voilà le bilan de la droite, des Giscard-Barre-Chirac. Ce qu'ils veulent c'est que ça continue, Chirac cherche même à rassembler contre les luttes de demain ce qu'il y a de plus réactionnaire et de conservateur dans ce pays.

Et avec l'Union de la gauche, est-ce que ça peut changer ?

Mais d'abord, est-ce que l'Union de la gauche existe toujours ? Non ! Pendant des années, le PCF et le PS nous ont toujours dit que la solution à nos problèmes passait par le Programme Commun et l'Union de la gauche. Mais depuis plusieurs mois :

— Mitterrand et Rocard ont souhaité publiquement le succès du plan Barre, et ils sont prêts demain à gouverner avec Giscard pour faire payer la crise aux travailleurs.

— Marchais se querelle avec Mitterrand, il l'accuse de virer à droite. Bien sûr ! Mais que veut-il ? Le socialisme ? Non il l'a dit lui-même. S'il se querelle avec le PS, c'est sur le nombre des ministres, sur le nombre de PDG des entreprises nationalisées... Pourquoi ? Parce que ce que veulent les dirigeants du PCF c'est instaurer un capitalisme d'Etat du même type que celui qui sévit déjà dans l'URSS des hôpitaux psychiatriques et de la misère. Non avec la gauche ce serait toujours le capitalisme. Nous ne voulons ni de la gestion de la crise par Giscard-Mitterrand, ni du capitalisme d'État du PCF.

Pour en sortir, que propose l'Union ouvrière et paysanne pour la démocratie prolétarienne ?

Que ce soit un gouvernement de droite ou de gauche après mars 78, c'est par nos luttes et seulement par nos luttes que nous pouvons faire aboutir nos revendications. Ces luttes il faut les préparer dès maintenant, en rassemblant les forces du mouvement populaire, en nous organisant.

Nous le savons, après mars 78, quand nous lutterons, les uns nous accuserons de saboter l'économie, les autres tenteront de dénaturer nos revendications et de dévoyer nos actions au profit de leur projet capitaliste. Nous refusons de servir de masse de manœuvre aux affrontements entre les partis bourgeois de droite et de gauche. Ce qu'il faut c'est nous organiser indépendamment de ces partis, c'est jeter les bases d'un large front, capable de faire aboutir nos revendications.

Ce front permettra d'affirmer notre volonté d'en finir avec le système capitaliste, d'avancer vers le socialisme. C'est le socialisme qui permettra d'assurer le plein emploi, d'éliminer l'exploitation et la misère, qui liquidera tous les rapports colonialistes ou néocolonialistes avec le Tiers-Monde, qui assurera une indépendance véritable du pays vis-à-vis des 2 superspuissances USA et URSS qui menacent la paix en raison de leur rivalité acharnée.

Le socialisme que nous voulons, c'est celui où l'immense majorité, c'est-à-dire la classe ouvrière et avec elle les petits paysans et toutes les masses populaires, assurent réellement le pouvoir, la direction de la société.
C'est pour cela que nous vous appelons à soutenir les candidats de l'Union Ouvrière et Paysanne pour la Démocratie Prolétarienne. Ces candidats bénéficient du soutien unitaire des marxistes-léninistes.

Votez pour les candidats de l'Union Ouvrière et Paysanne pour la Démocratie Prolétarienne

Dans la 2e circonscription du Maine-et-Loire

Bernard PLISSON

50 ans, ouvrier maçon, père de 8 enfants. Issu d'une famille de militants ouvriers, il connaît la dure exploitation des entreprises du bâtiment. A l'avant-garde des luttes dans le Saumur, contraint au chômage à cause de la fermeté de ses positions syndicales et politiques, il a décidé d'apporter à l'UOPDP tout le poids de son expérience.

SUPPLÉANT

Serge AUDOIN, 23 ans ouvrier fromager

Imprimerie IPCC Paris